

ÉCRIVEZ UNE LETTRE CHANGEZ UNE VIE

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



ÉCRIVEZ UNE LETTRE CHANGEZ UNE VIE

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Vous vous apprêtez à lire le kit de rédaction de lettres d'Amnesty International pour *Écrire pour les droits*. Vous y trouverez tout ce dont vous avez besoin pour participer avec succès à l'édition 2024 de cette campagne.

Écrire pour les droits change des vies et vos mots comptent.

Les personnes mises en avant dans la campagne de cette année viennent du monde entier – d'une Tiktokeuse en Angola à une défenseure des droits des femmes en Arabie saoudite, toutes ces personnes incroyables sont connectées parce que leurs droits humains ont été bafoués. C'est votre chance de faire une réelle différence dans leur vie.

Vous êtes ici parce que vous voulez faire une différence. Vous voulez faire valoir la vérité auprès de celles et ceux qui ont le pouvoir. Que vous meniez cette action seul·e ou avec des ami·e·s, des camarades de classe ou votre famille, vos mots changeront des vies.



« Je tiens à exprimer mon immense, immense gratitude... Vos actions opportunes – ces lettres, pétitions, signatures, et le grand nombre de lettres qui sont arrivées jusqu’au tribunal, jusqu’au bureau du procureur – tout cela était très puissant. En fait, cela nous a donné une force énorme... Bien sûr, l’acquittement était totalement inattendu. Je ne sais même pas comment intégrer tout cela. Dans notre tête, nous avons ressassé toutes sortes de scénarios, avec des issues différentes, mais jamais nous n’aurions pensé que nous serions tous·tes acquitté·e·s ! Je vous remercie tous et toutes. »

**ÉCRIRE
POUR LES
DROITS**

AMNESTY
INTERNATIONAL 

Rita Karassartova, Kirghizistan

Rita est une défenseure des droits humains et spécialiste de la gouvernance civique. Pendant plus de 10 ans, elle a passé sa vie à donner des conseils juridiques indépendants, aidant ainsi les personnes dont les droits ont été violés par un système juridique corrompu et peu fiable. Rita a été arrêtée en même temps que 26 autres personnes pour s’être opposée à un nouvel accord frontalier qui donnait le contrôle d’un réservoir d’eau potable à l’Ouzbékistan. Inculpés de tentative de « renversement du gouvernement par la force », infraction passible d’une peine maximale de 15 ans d’emprisonnement, Rita et au moins 21 autres prévenu·e·s ont été acquittés le 14 juin 2024.



ÉCRIRE POUR LES DROITS, QU'EST-CE QUE C'EST ?

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL 

Une lettre peut changer la vie de quelqu'un. C'est le principe d'*Écrire pour les droits*, notre campagne mondiale de rédaction de lettres.

Il y a un peu plus de 20 ans en Pologne, un petit groupe de militant.e.s a décidé d'organiser un marathon des lettres pendant 24 heures à l'occasion de la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre. L'idée a fait son chemin et *Écrire pour les droits* est devenue la plus grande manifestation de défense des droits humains dans le monde.

Chaque année en décembre, nos sympathisant.e.s à travers le globe écrivent des millions de lettres, signent des pétitions et publient des messages sur les réseaux sociaux pour celles et ceux dont les droits les plus fondamentaux sont bafoués.

Ces sympathisant.e.s forment une communauté enthousiaste de gens comme vous, qui perpétuent une longue tradition de rédaction de lettres pour réparer les plus grandes injustices dans le monde.



ÉCRIRE POUR LES DROITS, COMMENT ÇA MARCHE ?

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



1 Dans plus de 200 pays et territoires, des personnes participent à toutes sortes d'événements.

2 Elles écrivent des millions de lettres, de courriels et de messages sur les réseaux sociaux, et signent des pétitions.

3 Elles soutiennent des individus et des groupes harcelés, menacés et emprisonnés uniquement en raison de ce qu'ils sont et de leurs activités.

4 Elles font pression sur des gouvernements, des dirigeant·e·s et des décideurs·deuses.

5 Elles expriment leur soutien et leur compassion envers des personnes en danger et leur famille.

6 Et elles font bouger les choses en contribuant à la libération de militant·e·s, en obtenant justice pour des personnes dont les droits ont été bafoués et en protégeant celles et ceux qui plaident pour le changement.

POURQUOI DEVONS-NOUS AGIR ?

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Dans de nombreux pays, les libertés – de dénoncer l'injustice, de ne pas faire l'objet de discrimination – sont menacées. Vos lettres, vos mots et vos actions pousseront les autorités à prendre des mesures immédiates pour que les auteurs d'atteintes aux droits humains soient traduits en justice.



À QUI ÉCRIVONS-NOUS

Chaque année, nous demandons à nos sympathisant·e·s d'écrire deux types de lettres : une à la personne disposant de l'autorité nécessaire pour aider à faire changer les choses (roi/reine, président·e, responsable de la police...), et une à la personne ou au groupe pour qui nous nous battons, afin de lui montrer que nous ne l'oublierons jamais.

EST-CE QUE ÇA MARCHE ?

Oui ! Chaque année, de véritables changements surviennent grâce à vos lettres et vos actions. Des personnes injustement emprisonnées sont libérées, des responsables de violences sont traduits en justice, et des détenu·e·s reçoivent un traitement plus humain.



QUAND EST-CE QUE ÇA SE PASSE ?

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



La campagne *Écrire pour les droits* est axée sur la Journée des droits de l'homme le 10 décembre. Toutefois, les dates précises peuvent varier selon le pays où vous vivez. Consultez le site web de votre entité locale d'Amnesty pour en savoir plus.



« Je me sens tellement soulagée. Je vous remercie pour cette formidable campagne *Écrire pour les droits*. Je vous en serai toujours reconnaissante. C'est comme si j'étais libérée d'un poids immense. Lire toutes ces lettres et ces cartes m'a donné le sentiment d'être aimée et appréciée. »

Cecillia Chimbiri, Zimbabwe

Les militantes de l'opposition Cecillia Chimbiri, Joanah Mamombe et Netsai Marova ont été enlevées, torturées et emprisonnées après avoir participé à une manifestation. Elles ont été inculpées de « communication d'informations mensongères » et d'« obstacle à l'exercice de la justice ». Après avoir figuré dans l'édition 2022 d'*Écrire pour les droits*, Cecillia et Joanah ont été acquittés par la Haute Cour le 4 juillet 2023.

COMMENT ÉCRIRE POUR LES DROITS ?

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL 

1

LISEZ LA PRÉSENTATION DE CHAQUE CAS

Cette année, *Écrire pour les droits* met en avant des personnes diverses, jeunes ou âgées, qui ont vu leurs libertés bafouées.

Elles sont originaires de 9 pays différents et vous trouverez 9 fiches de présentation à la fin de ce kit, résumant leur parcours. Nous vous invitons à les lire.



2

IMPRIMEZ NOTRE PAPIER À LETTRES SPÉCIAL

Nous avons créé du papier à lettres pour l'occasion, que vous pouvez télécharger et imprimer. Vous pouvez l'utiliser pour n'importe laquelle de vos lettres dans le cadre d'*Écrire pour les droits*.

3

ÉCRIVEZ VOS LETTRES

Au dos de chaque fiche de présentation se trouvent deux adresses.

L'une est celle d'un membre du gouvernement ou des autorités : c'est l'adresse cible. Il s'agit de la personne que nous voulons pousser à intervenir en faveur des individus ou groupes mis en avant (pour simplifier les choses, ces adresses figurent sur les exemples de lettres aux cibles, voir le point 4 pour plus d'information).

L'autre est celle de la personne que nous voulons aider ou de l'un-e de ses proches. C'est l'occasion de lui écrire un message personnel d'amitié ou de soutien. N'hésitez pas à dessiner, faites appel à votre créativité.



COMMENT ÉCRIRE POUR LES DROITS ?

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



4 UTILISEZ LES MODÈLES DE LETTRES ADRESSÉES AUX CIBLES SI BESOIN

Ce kit contient 9 modèles de lettre aux destinataires cibles. Vous pouvez les recopier à la main (ce qui est très bien !) ou les remanier en ajoutant vos propres mots (encore mieux !).

Vous pouvez en écrire autant que vous voulez.

5 PUBLIEZ VOTRE LETTRE EN LIGNE ET IDENTIFIEZ-NOUS

Une fois votre lettre écrite, prenez-la en photo (ou une partie seulement) et publiez-la sur les réseaux sociaux, en utilisant le hashtag #W4R24. Identifiez aussi @amnesty sur X et Instagram pour que nous puissions vous voir.

Nous tâcherons de partager les meilleures lettres pendant la campagne.

6 ENVOYEZ VOTRE LETTRE PAR LA POSTE !

Vous avez écrit à un-e représentant-e gouvernemental-e ou à quelqu'un qui a vraiment besoin de votre soutien maintenant. Pensez bien à mettre cette lettre dans une enveloppe timbrée et à l'envoyer. Vos mots changeront une vie. Merci !



POURQUOI LA SOLIDARITÉ COMPTE ?

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Vous pourriez penser qu'écrire à quelqu'un que vous ne connaissez pas ne fera aucune différence, ou que cette personne n'a pas envie de recevoir un message de votre part. Mais lorsque vous êtes enfermée ou que vous craignez pour votre vie, ou si vous cherchez désespérément à obtenir justice pour un.e de vos proches, savoir que quelqu'un croit en vous a une réelle importance. Ces personnes ont peut-être peur ou se sentent seules, et vos mots leur apporteront réconfort et espoir.

Grâce à la solidarité qu'elle a reçue en 2023, Ana Maria Santos Cruz a senti le soutien d'une communauté mondiale d'allié.e.s, permettant de continuer à faire vivre en elle la flamme de l'espoir après la mort de son fils, Pedro Henrique. En tant que militant et défenseur de la justice raciale et des droits humains, Pedro organisait des « Marches pour la paix » à Tucano, dans l'état de Bahia au Brésil. Ces marches annuelles rassemblaient de nombreuses personnes pour dénoncer les violences policières, en particulier à l'encontre des communautés noires. Ces moments de solidarité se sont heurtés à l'hostilité et à l'intimidation de la police, et le 27 décembre 2018, à l'âge de 31 ans, Pedro Henrique a été tué.



Ana Maria a courageusement réclamé la vérité sur la mort de son fils, appelant les autorités à mener une enquête approfondie et à organiser un procès. Avec des milliers de lettres de soutien reçues du monde entier, Ana Maria s'est sentie davantage capable de faire face aux menaces constantes et à la douleur du deuil de son enfant.

**ÉCRIRE
POUR LES
DROITS**

AMNESTY
INTERNATIONAL 

« Je dis toujours que Pedro m'a beaucoup appris, notamment comment être une combattante infatigable pour la justice. C'est aussi Pedro qui m'a mise en relation avec Amnesty International, car il était un sympathisant du mouvement. Il avait l'habitude de me dire, en plaisantant, qu'Amnesty International l'emmènerait un jour dans des pays d'Afrique, en Jamaïque et dans d'autres endroits pour faire du travail en faveur des droits humains. Qui aurait pu imaginer qu'il avait raison ? Après son meurtre, et grâce à la campagne *Écrire pour les droits*, Pedro Henrique et moi avons, en quelque sorte, été emmenés dans différents pays à travers cette histoire de lutte pour la justice. Je suis très heureuse et je me sens soutenue par cette vague de solidarité qui réconforte mon cœur. »



MODÈLES DE LETTRES AUX DESTINATAIRES CIBLES

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Voici 9 modèles de lettre aux destinataires cibles. Nous vous invitons à les recopier à la main ou, encore mieux, à les remanier en ajoutant vos propres mots. Vous pouvez utiliser notre papier à lettres spécial ou votre propre papier. Vous pouvez en envoyer autant que vous voulez. Si vous êtes déjà passé·e à l'action en ligne, nous vous conseillons plutôt d'écrire une lettre de solidarité. Si vous souhaitez seulement rédiger une lettre de solidarité, c'est parfait aussi !



MODÈLES DE LETTRES AUX DESTINATAIRES CIBLES

ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY INTERNATIONAL 

ANA DA SILVA MIGUEL, ALIAS NETH NAHARA, ANGOLA

Président de l'Angola
Palácio Presidencial
Cidade Alta
Rua 17 de Setembro
Luanda
Angola



Monsieur le Président,

Je vous écris au nom d'Ana da Silva Miguel, connue sous le nom de « Neth Nahara ». En août 2023, Neth s'est exprimée sur TikTok en désapprouvant votre conduite en tant que président. Elle a été arrêtée le lendemain puis jugée, déclarée coupable et condamnée initialement à six mois de prison, peine allongée par la suite à deux ans. Vos autorités utilisent l'article 333 du Code pénal pour rendre toute critique légitime à votre encontre passible de poursuites pénales.

Je demande qu'Ana soit libérée immédiatement et sans condition, car sa condamnation et sa détention arbitraire découlent uniquement de l'exercice pacifique de ses droits fondamentaux, notamment son droit à la liberté d'expression.

Veuillez agréer, Monsieur le Président,
l'expression de ma haute considération.

Monsieur,

Je vous écris pour réclamer justice pour Joel Paredes. Le 30 juin 2023, Joel participait à une manifestation pacifique pour protester contre des modifications de la Constitution provinciale, notamment des restrictions du droit de réunion pacifique. Ces modifications étaient susceptibles de nuire à l'environnement et aux droits fonciers des peuples autochtones. Sans se soucier des conséquences, la police a tiré des balles en caoutchouc sur les manifestants. Joel a été touché. Il a définitivement perdu la vue à l'œil droit et souffre également de douleurs névralgiques invalidantes. Personne n'a eu à rendre des comptes.

Les responsables des blessures subies par Joel Paredes et de toutes les autres violations à l'encontre des manifestant.e.s doivent être identifiés et traduits en justice conformément au droit international et aux normes internationales.

Veuillez agréer, Monsieur le Procureur général,
l'expression de ma haute considération.

JOEL PAREDES, ARGENTINE

Procureur général,
ministère public
Sarmiento 427
4600 San Salvador de Jujuy
Argentine



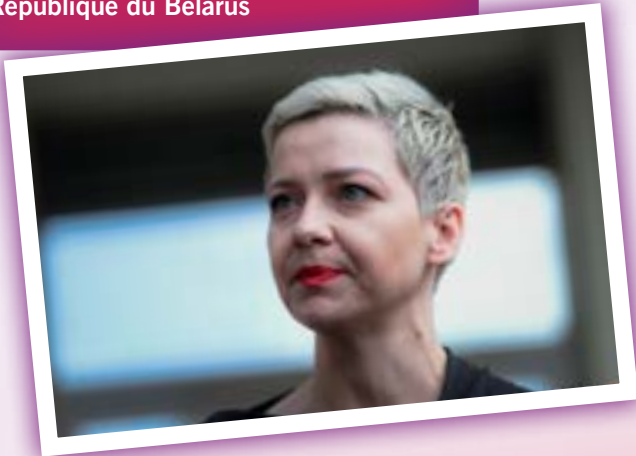
MODÈLES DE LETTRES AUX DESTINATAIRES CIBLES

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL 

MARYIA KALESNIKAVA, BÉLARUS

Ministre des Affaires étrangères
Ministry of Foreign Affairs of the
Republic of Belarus
vul. Lenina 19
220030, Minsk
République du Bélarus



Monsieur le Ministre,

Je vous appelle à prendre toutes les mesures nécessaires pour libérer immédiatement Maryia Kalesnikava, qui a été arrêtée arbitrairement et jugée sur la base de fausses accusations. Maryia a été condamnée à 11 ans d'emprisonnement uniquement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression et d'association, en dénonçant les arrestations arbitraires et les violations du processus électoral pendant l'élection présidentielle largement contestée qui s'est déroulée au Bélarus en 2020.

Par ailleurs, je vous demande de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour protéger Maryia de la torture et d'autres mauvais traitements, lui permettre de bénéficier de soins de santé adéquats et de contacter ses avocats et sa famille, annuler sa condamnation injuste, et retirer son nom de la liste des personnes impliquées dans des « activités terroristes », établie par le gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre,
l'expression de ma haute considération.

Monsieur le Président,

Je vous appelle à libérer immédiatement et sans condition Dang Dinh Bach, avocat spécialisé en droit de l'environnement.

Bach consacre sa vie à améliorer la santé et les conditions de vie de la population vietnamienne, et à la protéger des dangers de la pollution et du changement climatique.

Le 24 juin 2021, Bach a été arrêté et emprisonné pour évasion fiscale, infraction qu'il n'a pas commise. Il a ensuite été condamné à cinq ans de prison à l'issue d'un procès considéré comme inéquitable par des expert-e-s des Nations unies.

Dans l'attente de sa libération, Bach doit être protégé contre toute forme de torture et d'autres mauvais traitements, et pouvoir bénéficier de soins médicaux adaptés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président,
l'expression de ma haute considération,

DANG DINH BACH, VIÊT-NAM

Président du Viêt-Nam
President's Office
No. 2, Hung Vuong Street
Ba Dinh District
Hanoi 11100
Viêt-Nam



MODÈLES DE LETTRES AUX DESTINATAIRES CIBLES

ÉCRIRE POUR LES DROITS

AMNESTY INTERNATIONAL 

DÉFENSEUR·E·S DES TERRES DE LA NATION WET'SUWET'EN, CANADA

Premier ministre de la Colombie-Britannique
PO Box 9041
STN Prov Govt
Victoria BC V8W 9E1
Canada



Monsieur le Premier Ministre,

Je vous écris au sujet de la criminalisation persistante des défenseur·e·s des terres de la Nation Wet'suwet'en.

Depuis des années, le gouvernement de la Colombie-Britannique traite ces personnes comme des criminels, car elles s'opposent à la construction d'un gazoduc sur leur territoire ancestral. Si elles sont déclarées coupables, elles risquent d'être condamnées à une peine d'emprisonnement et d'avoir un casier judiciaire.

Les Wet'suwet'en sont profondément liés à leurs terres et cours d'eau ancestraux, mis en péril par le projet de gazoduc. Les Chef·fe·s héréditaires wet'suwet'en (au nom de leurs clans) n'ont pas consenti à la construction du gazoduc.

Je demande que le gouvernement de la Colombie-Britannique cesse de traiter les défenseur·e·s des terres wet'suwet'en et leurs sympathisant·e·s comme des criminels et de les harceler.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma haute considération.

Monsieur le Président,

Je vous écris pour vous demander de libérer Oqba Hashad. Cet étudiant de 27 ans est maintenu en détention provisoire depuis mai 2019, uniquement en représailles au militantisme de son frère en faveur des droits humains.

Les autorités égyptiennes ont soumis Oqba à une disparition forcée et à la torture, et continuent de lui refuser la prothèse de jambe qu'il utilise depuis un accident survenu dans son enfance, ce qui l'oblige à dépendre physiquement des autres. Cet homme est détenu dans des conditions déplorables sans accès à des soins de santé adéquats, et de nouvelles poursuites, reposant sur des éléments forgés de toutes pièces, ont été lancées contre lui pour justifier son maintien en détention.

Oqba doit être libéré immédiatement et sans condition, sa détention étant uniquement due au militantisme de son frère en faveur des droits humains.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération,

OQBA HASHAD, ÉGYPTÉ

Président de l'Égypte
Office of the President
Al-Ittihadiya Palace
Al Nadi, El-Montaza, Heliopolis
Cairo Governorate
4460210
Égypte



MODÈLES DE LETTRES AUX DESTINATAIRES CIBLES

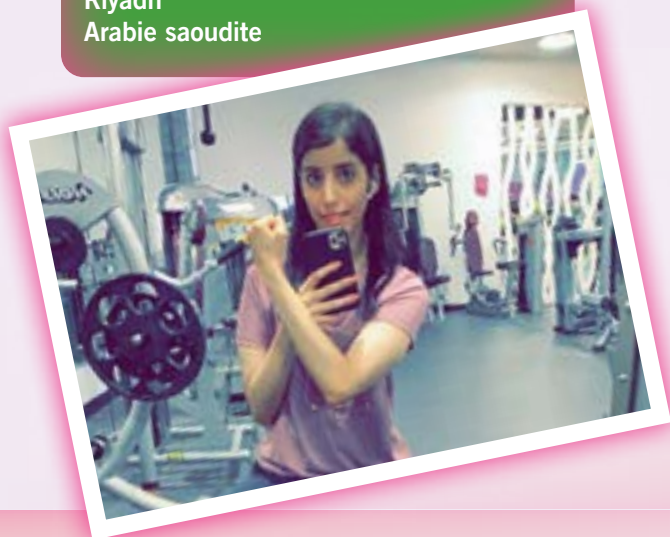
ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



MANAHEL AL OTAIBI, ARABIE SAOUDITE

Ministre de la Justice de l'Arabie
saoudite
PO Box 7775
11472
Riyadh
Arabie saoudite



Monsieur le Ministre,

Je vous écris au sujet de Manahel al Otaibi. En novembre 2022, Manahel a été arrêtée pour avoir défendu les droits des femmes en ligne et publié sur Snapchat des photos d'elle prises dans un centre commercial, où elle ne portait pas l'abaya traditionnelle. Manahel a été condamnée à 11 ans d'emprisonnement.

Ces dernières années, les autorités saoudiennes ont déclaré œuvrer à promouvoir les droits des femmes dans le royaume. Manahel a cru en ces promesses et s'est sentie plus libre d'exprimer son point de vue et de porter ce qu'elle voulait. Aujourd'hui, elle purge une peine d'emprisonnement de plus de 10 ans.

Je demande que Manahel soit libérée immédiatement et sans condition, et que toutes les charges retenues contre elle soient abandonnées.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre,
l'expression de ma haute considération.

Monsieur le Maire,

Je vous écris au sujet de Kyung Seok Park, militant qui lutte pour les droits des personnes en situation de handicap, et représentant du groupe Solidarité contre la discrimination liée au handicap (SADD). En organisant des manifestations pacifiques, cet homme attire l'attention sur les difficultés que rencontrent les personnes handicapées pour accéder aux transports publics en toute sécurité. En réaction, Kyung Seok Park fait l'objet de recours à la force illégale par la police, de campagnes publiques de diffamation, et de poursuites pénales lancées par les autorités.

Je vous prie instamment de garantir le droit de réunion pacifique en mettant un terme à la force illégale, aux poursuites judiciaires de représailles et aux campagnes de diffamation à l'encontre de Kyung Seok Park et des militant-e-s du SADD, afin qu'ils et elles puissent continuer de se battre pour un monde où les personnes en situation de handicap puissent participer pleinement à tous les aspects de la vie.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire,
l'expression de ma haute considération.

KYUNG SEOK PARK, CORÉE DU SUD

Maire de Séoul
6F, Seoul Metropolitan Government
110 Sejong-daero
Jung-gu
Seoul 04524
République de Corée



UNE TIKTOKEUSE INCARCÉRÉE POUR AVOIR CRITIQUÉ LE PRÉSIDENT

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Neth Nahara,
Angola



Neth Nahara, Angola

Pour Ana da Silva Miguel, chanteuse de 32 ans et mère de deux jeunes enfants, la vie en Angola était frustrante et difficile. Comment un pays ayant autant de potentiel pouvait laisser autant de gens dans la pauvreté ? Lassée du manque d'écoles, d'emplois et d'opportunités, Ana s'est emparée de TikTok, où elle est devenue « Neth Nahara », influenceuse et chroniqueuse sur les réseaux sociaux.

Neth partageait des fragments de sa vie avec ses abonnés-e-s, les bons comme les mauvais moments. Elle était pétillante, drôle, et n'avait pas peur d'exprimer ses opinions. Neth encourageait les femmes à s'éduquer et à devenir indépendantes. Elle a aussi courageusement révélé vivre avec le VIH, et donnait des conseils pour rester en bonne santé.

Le 12 août 2023, Neth a ouvertement critiqué le président João Lourenço en direct sur TikTok. Elle a été arrêtée le lendemain même à son domicile à Luanda, la capitale de l'Angola. Elle a été jugée sommairement, déclarée coupable et condamnée à six mois de prison. Le 27 septembre 2023, sa peine a été allongée à deux ans.

Les autorités angolaises appliquent une loi controversée (l'article 333 du Code pénal) pour

étouffer les voix critiques comme celle de Neth. Cette loi, qui érige en infraction toute « insulte au président », a été adoptée durant la pandémie de Covid-19, lors de laquelle la population angolaise est descendue dans la rue pour exprimer son mécontentement quant à la gestion de la situation par le président.

Pendant les huit premiers mois de sa détention arbitraire, Neth s'est vu refuser le traitement médical quotidien dont elle a besoin contre le VIH. Il a fallu que ses avocats en fassent la demande à de multiples reprises pour qu'elle reçoive enfin les médicaments nécessaires. Neth Nahara et d'autres personnes comme elle sont détenues arbitrairement et maltraitées pour avoir osé s'exprimer.

Appelez les autorités angolaises à libérer Neth Nahara immédiatement et sans condition.



ÉCRIVEZ AU PRÉSIDENT

Demandez la libération immédiate et sans condition de Neth Nahara, car sa condamnation et sa détention arbitraire découlent uniquement de l'exercice pacifique de ses droits fondamentaux, notamment son droit à la liberté d'expression.

ADRESSE :

Président de l'Angola
Palácio Presidencial
Cidade Alta
Rua 17 de Setembro
Luanda
Angola

FORMULE D'APPEL : Monsieur le Président

COURRIEL : secretariageral@oapr.gov.ao

FACEBOOK : www.facebook.com/cdajoalourenco

X : @j1prdeangola

HASHTAGS : #FreeNethNahara, #NethLivre, #W4R24

ENVOYEZ DES LETTRES ET DES MESSAGES D'ESPOIR À NETH

Aidez Neth à garder le moral ; faites-lui savoir qu'elle n'est pas seule.

ADRESSE :

Ana da Silva Miguel (Neth Nahara)
Estabelecimento prisional feminino de Viana,
Vila de Viana
Avenida 11 de Novembro
Rua Nzinga Mbande
Luanda
Angola

« MES ENFANTS

ONT DROIT À UN AVENIR :

JE L'AI DÉFENDU »

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Joel Paredes,
Argentine



Joel Paredes, Argentine

Céramiste de profession, Joel Paredes a vingt-neuf ans et vit à Humahuaca, une petite ville de la province de Jujuy, dans le nord de l'Argentine. En juin 2023, le gouvernement local a fait passer une réforme de la Constitution provinciale incluant des restrictions du droit de réunion pacifique ainsi que des mesures susceptibles de nuire à l'environnement et aux droits fonciers des peuples autochtones. Ces changements ont été approuvés sans consultation des peuples autochtones ni de la population en général.

Jujuy est une province riche en lithium, métal connu sous le nom d'« or blanc » en raison de la forte demande mondiale liée à son utilisation dans la fabrication de batteries. Les autorités argentines souhaitent développer l'export du lithium. Cependant, les personnes qui vivent sur les terres concernées, à l'instar de Joel et sa famille, ont quant à elles de sérieuses réserves.

Bien qu'il ne soit pas lui-même autochtone, Joel prend le sujet très à cœur et est préoccupé par l'avenir de ses enfants, qui seraient amenés à grandir sur ces terres. En soutien à la cause, il a participé à une manifestation sur la place centrale de Humahuaca le soir du 30 juin 2023. Entouré de centaines de manifestant-e-s pacifiques, il jouait du *bombo* – un tambour traditionnel de la région – avec son groupe de

musique pendant que le conseil municipal délibérait dans un bâtiment voisin. Pour Joel : « Nos instruments de musique sont nos armes. »

Au petit matin du 1er juillet, la police est arrivée sur les lieux et a commencé à tirer des balles en caoutchouc de manière inconsidérée sur la foule. C'est alors que Joel a été touché à l'œil droit. La blessure a nécessité une intervention chirurgicale. Malgré les efforts du personnel médical, Joel a définitivement perdu l'usage de son œil droit. Il souffre également de douleurs névralgiques invalidantes qui affectent son quotidien. Personne n'a été amené à rendre des comptes pour ce qu'ont subi Joel et d'autres manifestant-e-s.

Demandez justice pour Joel Paredes.



ÉCRIVEZ AU PROCUREUR GÉNÉRAL DU MINISTÈRE PUBLIC

Appelez à ce que les personnes responsables des blessures subies par Joel Paredes et de toutes les autres violations à l'encontre des manifestant-e-s soient traduites en justice conformément au droit international et aux normes internationales.

ADRESSE :

Procureur général,
ministère public
Sarmiento 427
4600 San Salvador de Jujuy
Argentine

FORMULE D'APPEL : Monsieur,

CORRIEL : stello@mpajujuy.gob.ar

X : @MpaJujuy

INSTAGRAM : @mpajujuy

HASHTAGS : #justiciaparaJoel, #justiceforJoel,
#W4R24

MONTREZ À JOEL ET À SA FAMILLE QUE VOUS LES SOUTENEZ DANS LEUR COMBAT POUR LA JUSTICE

Envoyez vos messages de soutien pour montrer à Joel et à sa famille qu'ils ne sont pas seuls.

ADRESSE :

Joel Paredes
c/o Amnesty International Argentina
Santos Dumont 3429, 2nd Floor
1427 Buenos Aires
Argentine

UNE MILITANTE POLITIQUE ENLEVÉE ET CONDAMNÉE À 11 ANS DE PRISON

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Maryia
Kalesnikava,
Bélarus



Maryia Kalesnikava, Bélarus

Musicienne professionnelle, Maryia Kalesnikava consacre sa vie à la musique, à l'art et aux autres. Elle adore rencontrer des gens et apprendre d'eux, et rêve d'un Bélarus où tout le monde serait respecté et libre de s'exprimer.

Cela a conduit Maryia à s'impliquer dans l'élection présidentielle d'août 2020. Elle a rejoint la campagne de la candidate indépendante Svetlana Tikhanovskaïa, aux côtés également de Veranika Tsapkala. Ces trois femmes se sont rassemblées après que les principaux candidats masculins ont tous été emprisonnés ou forcés de fuir le Bélarus. Dans un pays où les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique sont fortement restreints, cet impressionnant trio appelait au changement, donnant de l'espoir à de nombreuses personnes.

Beaucoup considèrent que l'opposition a remporté cette élection, mais que cette dernière a été truquée, permettant à Alexandre Loukachenko d'entamer son sixième mandat. Après l'élection, Svetlana et Veranika ont dû s'exiler et Maryia est devenue la principale figure de l'opposition. Elle s'est tenue au premier rang de manifestations pacifiques, face à des agents de police violents, brandissant ses mains repliées en forme de cœur devant la police antiémeute.

Le 7 septembre 2020, Maryia a été enlevée par les autorités bélarussiennes. Traînée dans une camionnette par des hommes masqués, elle a été emmenée à la frontière, où elle a subi des

intimidations et des pressions pour quitter le pays. Elle s'est échappée par la fenêtre de la camionnette et a déchiré son passeport pour empêcher son expulsion. Elle a alors été arrêtée, placée en détention puis condamnée à 11 ans d'emprisonnement sur la base d'accusations comprenant notamment l'« atteinte à la sécurité nationale » et l'« extrémisme ».

Maryia est détenue dans des conditions déplorables. Elle a un accès limité aux soins de santé dont elle a besoin et est isolée des autres détenues au sein de la prison. La famille et les ami-e-s de Maryia sont sans nouvelles d'elle depuis plus d'un an.

Appelez le Bélarus à libérer Maryia immédiatement.



ÉCRIVEZ AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Demandez la libération immédiate et sans condition de Maryia Kalesnikava, et que sa condamnation injuste soit annulée.

ADRESSE :
Ministre des Affaires étrangères
Ministry of Foreign Affairs of the Republic of
Belarus
vul. Lenina 19
220030, Minsk
République du Bélarus
FORMULE D'APPEL : Monsieur le Ministre,
COURRIEL : mail@mfa.gov.by
x : @BelarusMFA
INSTAGRAM : @belarusmfa
HASHTAGS : #FreeKalesnikava, #W4R24

MONTREZ À MARYIA QU'ELLE N'EST PAS SEULE

Envoyez des messages d'espoir et de solidarité à Maryia. Faites-lui savoir que vous la soutenez dans sa lutte pour la défense des droits humains au Bélarus. Mettez des cœurs rouges et des notes de musique dans vos messages.

ADRESSE :
Maryia Kalesnikava
Penal colony No. 4
vul. Antoshkina 3, 246035, Homel
République du Bélarus
INSTAGRAM : @kalesnikava
x : @by_kalesnikava
FACEBOOK : www.facebook.com/maria.kalesnikava
HASHTAGS : #FreeKalesnikava, #W4R24

UN COMBAT POUR PRÉSERVER LEURS TERRES ANCESTRALES, ET NOTRE PLANÈTE

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Défenseur.e.s
des terres
de la Nation
Wet'suwet'en,
Canada



Défenseur·e·s des terres de la Nation Wet'suwet'en, Canada

« Nos remèdes, nos baies, notre nourriture, les animaux, notre eau, notre culture, tout cela se trouve ici depuis des temps immémoriaux. Nous avons l'obligation de protéger nos modes de vie pour nos enfants à naître. » Ce sont les mots de Sleydo', une membre de la Nation Wet'suwet'en autochtone, qui vit sur des terres habitées par ses ancêtres depuis des milliers d'années.

En 2019, la Coastal GasLink Pipeline Ltd (CGL) a commencé à construire un gazoduc traversant le territoire ancestral de la Nation Wet'suwet'en, sans le consentement des Chef·fe·s héréditaires et de leurs clans. La Nation n'a jamais donné son approbation, alors qu'elle a le droit de décider quels projets peuvent être menés ou non sur ses terres.

Résolus à protéger leurs terres ancestrales et le droit de chacun·e à un environnement propre, sain et durable, Sleydo' et d'autres défenseur·e·s des terres ont commencé à agir pour interrompre la construction du gazoduc. Leurs actions pacifiques se sont heurtées à des actes d'intimidation, de harcèlement et de criminalisation.

En 2018, la Cour suprême de Colombie-Britannique a accordé à la CGL une injonction visant à empêcher toute interférence avec la construction du gazoduc. La police a mis à exécution cette injonction en effectuant quatre descentes violentes sur le territoire des Wet'suwet'en, en utilisant des armes, des hélicoptères

et des chiens. Plus de 75 défenseur·e·s des terres ont été arrêtés.

En novembre 2021, Sleydo' a été arrêtée à son tour lors d'une de ces descentes, avec près de 30 autres militant·e·s. Elle a été déclarée coupable, de même que deux autres défenseur·e·s, d'« outrage criminel », parce qu'elle aurait violé l'injonction de se tenir à l'écart des chantiers de construction du gazoduc, alors qu'elle se trouvait pourtant sur ses terres ancestrales. Ces défenseur·e·s des terres ont déposé un recours auprès de la Cour suprême de Colombie-Britannique, affirmant que leurs droits humains avaient été bafoués par la police durant les descentes. Leur avenir dépend du résultat de ce recours. S'il est rejeté, ils risquent une peine d'emprisonnement.

Appelez le Canada à cesser de criminaliser les Wet'suwet'en et d'autres défenseur·e·s des terres autochtones.



ÉCRIVEZ AU PREMIER MINISTRE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Demandez-lui de mettre fin à la criminalisation des défenseur·e·s des terres wet'suwet'en.

ADRESSE :

Premier ministre de la Colombie-Britannique
PO Box 9041
STN Prov. Govt
Victoria BC V8W 9E1, Canada

FORMULE D'APPEL : Monsieur le Premier Ministre,

COURRIEL : premier@gov.bc.ca

FACEBOOK : www.facebook.com/bcndp/

X : @bcndp

INSTAGRAM : @bcndp

HASHTAGS : #WetsuwetenStrong,
#AllOutforWedzinkwa, #W4R24

MONTREZ VOTRE SOUTIEN AUX DÉFENSEUR·ES DES TERRES DE LA NATION WET'SUWET'EN

Envoyez vos messages de solidarité pour montrer aux défenseur·e·s des terres de la Nation Wet'suwet'en que vous les soutenez dans leur combat pour la protection de leurs terres ancestrales.

ADRESSE :

Nation Wet'suwet'en
c/o Amnesty International Canada
312 Laurier Avenue West
Ottawa ON K1N 1H9, Canada

X : @Gidimten

INSTAGRAM : @yintah_access

HASHTAGS : #WetsuwetenStrong,
#AllOutforWedzinkwa, #W4R24

WEBSITE : www.yintahaccess.com

« MON CORPS NE
LE SUPPORTE PLUS »

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Oqba Hashad,
Égypte



Oqba Hashad, Égypte

Oqba Hashad, âgé de 27 ans, étudiait à l'université de la ville de Sadat, au nord-ouest du Caire, en Égypte, lorsque sa vie a basculé le 20 mai 2019. Lors d'une descente apparemment inopinée, des agents de l'Agence de sécurité nationale ont pris d'assaut le dortoir d'Oqba, arrêtant tous les étudiants présents, lui compris. Ils ont tous été remis en liberté au bout de quelques jours, à l'exception d'Oqba. Les agents se sont rendu compte que ce dernier était le frère d'Amr Hashad, militant des droits humains qui avait fui l'Égypte plus tôt dans l'année et qui continuait, depuis l'étranger, à dénoncer les atteintes aux droits fondamentaux commises dans le pays.

Pendant 77 jours, la famille d'Oqba est restée sans nouvelles de lui, craignant pour sa sûreté. Au cours de cette période, Oqba a été torturé, notamment au moyen de décharges électriques sur ses organes génitaux et sur le moignon de sa jambe droite, amputée à la suite d'un accident survenu dans son enfance.

En août 2022, la prothèse de jambe dont Oqba a besoin pour se déplacer sans aide s'est cassée. Pendant 16 mois, les autorités pénitentiaires ont refusé de la remplacer, obligeant Oqba à dépendre d'autres détenus pour les tâches du quotidien. Le 4 janvier 2024, il a enfin reçu une nouvelle prothèse, mais celle-ci ne lui va pas et lui fait mal quand il l'utilise. Les autorités lui refusent également l'accès aux soins dont il a besoin pour son moignon, augmentant ainsi les risques d'infection.

ÉCRIVEZ AU PRÉSIDENT ÉGYPTIEN

Demandez qu'Oqba Hashad soit libéré immédiatement et sans condition, sa détention étant uniquement due au militantisme de son frère en faveur des droits humains.

ADRESSE :

Président de l'Égypte
Office of the President
Al-Ittihadiya Palace
Al Nadi, El-Montaza, Heliopolis
Cairo Governorate
4460210, Égypte

FORMULE D'APPEL : Monsieur le Président,

COURRIEL : p.spokesman@op.gov.eg

FACEBOOK : www.facebook.com/AlSisiOfficial

X : @AlSisiOfficial

HASHTAGS : #FreeOqba, #W4R24

Le 20 février 2024, un juge a ordonné la libération d'Oqba, puisqu'il était maintenu en détention provisoire depuis plus de deux ans, soit la limite autorisée par la loi égyptienne. Pour contourner cette décision, des procureur·e·s ont lancé de nouvelles poursuites contre lui, reposant sur des éléments forgés de toutes pièces, pour justifier son maintien en détention.

Oqba est détenu uniquement à titre de sanction pour le militantisme de son frère en faveur des droits humains. Sans soins médicaux adaptés ni même un lit pour dormir, sa santé psychologique et physique se dégrade sérieusement.

Appelez l'Égypte à libérer Oqba Hashad.



MONTREZ À OQBA ET SA FAMILLE QU'ILS NE SONT PAS SEULS

Montrez votre soutien à Oqba et à sa famille, partagez vos messages d'espoir.

ADRESSE :

Copie à Amnesty International –
Bureau régional de Tunisie
24, avenue de la Livre
Les Berges du Lac 2
1053 Tunis
Tunisie

X : @FreeOqba

HASHTAGS : #FreeOqba, #W4R24

11 ANS DE PRISON POUR AVOIR DÉFENDU LES DROITS DES FEMMES

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Manahel
al Otaibi,
Arabie
saoudite



Manahel al Otaibi, Arabie saoudite

Ces dernières années, les autorités saoudiennes ont déclaré œuvrer à promouvoir les droits des femmes dans le royaume. Manahel al Otaibi, âgée de 30 ans, a cru en ces promesses et s'est sentie plus libre d'exprimer son point de vue et de porter ce qu'elle voulait. Aujourd'hui, alors qu'elle risque de passer plus de 10 ans derrière les barreaux, ces promesses sonnent bien creuses.

Avant son arrestation, Manahel était une professeure de fitness et une fervente et courageuse défenseuse des droits des femmes, qui utilisait les réseaux sociaux pour réclamer plus de libertés pour les femmes dans son pays. Elle a été arrêtée le 16 novembre 2022 et inculpée d'infraction à la Loi relative à la lutte contre la cybercriminalité, en raison de ses tweets en faveur des droits des femmes et de la publication sur Snapchat de photos d'elle sans abaya (tunique traditionnelle à manches longues et à la coupe ample) dans un centre commercial.

L'affaire a été renvoyée devant le tribunal antiterroriste saoudien, le Tribunal pénal spécial, tristement célèbre pour ses procès manifestement iniques et ses sanctions draconiennes. Le 9 janvier 2024, lors d'une audience secrète dont l'issue n'a été révélée que plusieurs semaines plus tard, Manahel a été condamnée à 11 ans d'emprisonnement pour « infractions terroristes » pour s'être exprimée en ligne.

En novembre 2023, Manahel a dit à sa famille avoir été battue par une autre détenue, puis elle a été coupée du monde extérieur, sans pouvoir communiquer avec qui que ce soit. En avril 2024, elle a pu appeler sa famille pour la première fois depuis des mois. Visiblement bouleversée, elle a expliqué être détenue à l'isolement et avoir été une nouvelle fois gravement battue, au point d'avoir une jambe cassée, sans pouvoir bénéficier de soins médicaux.

Appelez l'Arabie saoudite à libérer Manahel al Otaibi.



ÉCRIVEZ AU MINISTRE DE LA JUSTICE SAUDIEN

Demandez que Manahel al Otaibi soit libérée immédiatement et sans condition, et que toutes les charges retenues contre elle soient abandonnées.

ADRESSE :

Ministre de la Justice de l'Arabie saoudite
PO Box 7775
11472
Riyadh
Arabie saoudite

FORMULE D'APPEL : Monsieur le Ministre,

COURRIEL : minister-office@moj.gov.sa
1950@moj.gov.sa

X : @MojKsa

HASHTAGS : #FreeManahel, #W4R24

MONTREZ À MANAHEL QU'ELLE N'EST PAS SEULE

Envoyez vos messages de soutien à Manahel et à sa famille pour leur montrer que vous êtes là.

ADRESSE :

Manahel al Otaibi
c/o Saudi Arabia Team
Amnesty International
1 Easton Street
Londres WC1X 0DW
Royaume-Uni

X : @ManahelAl_otibi

HASHTAGS : #FreeManahel, #W4R24

« JE RÊVE D'UN MONDE
OÙ PERSONNE N'EST LAISSÉ
DE CÔTÉ »

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Kyung Seok Park,
Corée du Sud



Kyung Seok Park, Corée du Sud

Avant de développer une paraplégie à la suite d'un accident de deltaplane en août 1983, Kyung Seok Park n'avait jamais vraiment pensé à la vie des personnes en situation de handicap. Jeune étudiant de 22 ans, son quotidien se résumait alors aux cours à l'université, à jouer de la guitare et à s'amuser avec ses ami-e-s. Lorsqu'il a tenté de reprendre ses habitudes, Kyung Seok s'est rapidement rendu compte que dans son pays, la vie en tant que personne handicapée présentait des risques inacceptables, voire était dangereuse. C'est alors que sa vie de militant a commencé, notamment aux côtés du groupe Solidarité contre la discrimination liée au handicap (SADD).

Son militantisme se concentre sur la problématique des transports en commun. Sans mesures concrètes visant à éliminer les obstacles en lien avec l'accès aux transports, les personnes en situation de handicap ne peuvent pas participer pleinement à tous les aspects de la vie publique : il est par exemple plus difficile de se rendre au travail ou à l'école, et de vivre de manière autonome. Plusieurs personnes en fauteuil roulant ont été blessées et même tuées à cause d'équipements dédiés non sécurisés dans des gares et des stations de métro à Séoul.

Réclamant une augmentation du budget public consacré aux droits des personnes handicapées, Kyung Seok et d'autres militant-e-s du SADD ont lancé un mouvement de manifestations pacifiques en 2021. Au cours de ces actions, de nombreux utilisateurs et utilisatrices de fauteuils roulants

sont montés dans des métros et en sont descendus simultanément aux heures de pointe. Les autorités locales ont très mal réagi et ont notamment eu recours à la violence. Les manifestations ont été réprimées, et des militant-e-s ont été traînés de force hors des gares par la police. Des hommes et des femmes politiques ont mené des campagnes de diffamation, dépeignant les militant-e-s des droits des personnes handicapées comme source de troubles à l'ordre public. Le gouvernement métropolitain de Séoul a intenté de multiples procédures judiciaires de représailles contre des manifestant-e-s pacifiques, tentant ainsi de réprimer davantage leurs actions militantes.

Malgré le fait que des policiers et des membres du personnel du métro de Séoul aient failli l'étrangler lors d'une manifestation pacifique, et alors qu'il fait face à de multiples poursuites judiciaires en raison de son militantisme, Kyung Seok continue de se battre. Il déclare à ce propos : « Nous refusons d'attendre plus longtemps pour un monde où personne n'est laissé de côté. »

Appelez le maire de Séoul à protéger les droits de Kyung Seok Park.



ÉCRIVEZ AU MAIRE DE SÉOUL

Appelez-le à garantir le droit de réunion pacifique en mettant un terme au recours à la force illégale, aux poursuites judiciaires et aux campagnes de diffamation à l'encontre de Kyung Seok Park et des militant-e-s du SADD, afin qu'ils et elles puissent continuer de se battre pour un monde où les personnes en situation de handicap peuvent participer pleinement à tous les aspects de la vie.

ADRESSE :

Maire de Séoul
6F, Seoul Metropolitan Government
110 Sejong-daero
Jung-gu

Seoul 04524, Corée du Sud

FORMULE D'APPEL : Monsieur le Maire,

COURRIEL : seoulcity@seoul.go.kr

FACEBOOK : www.facebook.com/seoul.kr

X : @seoulmania

INSTAGRAM : @seoul_official

HASHTAGS : #RidingSeoulMetroWithPark,
#LeaveNoOneBehind, #W4R24

MONTREZ À KYUNG SEOK PARK QUE VOUS LE SOUTENEZ DANS SON COMBAT

Envoyez vos messages de soutien et d'espoir : montrez à Kyung Seok Park et aux militant-e-s du SADD qu'ils sont valorisés et respectés.

ADRESSE :

Kyung Seok Park
c/o Solidarity Against Disability Discrimination
5F, 25, Dongsung-gil
Jongno-gu

Seoul 03086, Corée du Sud

INSTAGRAM : @sadd420

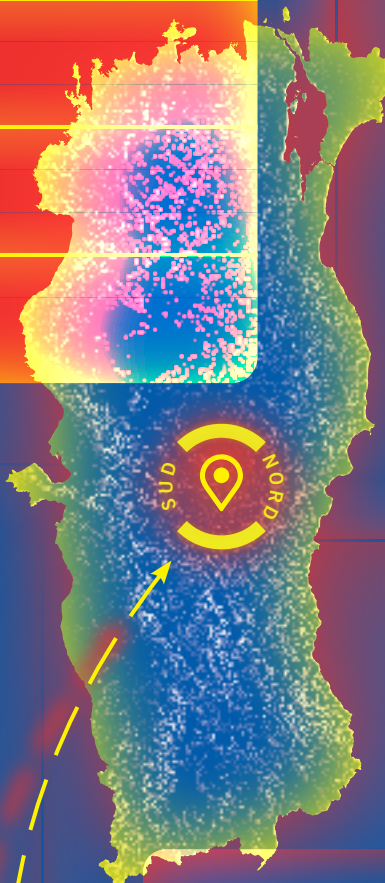
X : @sadd0420S

HASHTAGS : #RidingSeoulMetroWithPark,
#LeaveNoOneBehind, #W4R24

CONDAMNÉE POUR AVOIR DÉFENDU LES DROITS HUMAINS

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Şebnem Korur
Fincancı,
Turquie



Şebnem Korur Fincancı, Turquie

Chez elle, Şebnem Korur Fincancı aime passer du temps avec ses chats Simone et Ulula, cuisiner et écouter de la musique. Beethoven est son compositeur préféré.

Mais pour le reste du monde, c'est une médecin légiste célèbre pour son travail en faveur de l'éradication de la torture. Elle a contribué à l'élaboration d'un protocole d'enquête sur la torture pour les Nations unies, et d'un manuel sur les violences sexuelles pour l'Organisation mondiale de la santé. Jusqu'à juin 2024, elle dirigeait l'Union des médecins de Turquie. Şebnem s'est toujours battue pour protéger les droits humains de la population turque, y compris le droit à la liberté d'expression.

Depuis plusieurs années, Şebnem fait l'objet d'enquêtes pénales, de placements en détention et de poursuites sans fondement de la part des autorités turques, qui cherchent à la faire taire et à l'empêcher de mener son travail, d'une importance majeure. En janvier 2023, elle a été condamnée pour « propagande en faveur d'une organisation terroriste », après avoir appelé à l'ouverture d'une enquête sur la possible utilisation d'armes chimiques par l'armée turque en Irak. Elle a fait appel de cette décision, mais elle

risque près de deux ans d'emprisonnement si elle n'obtient pas gain de cause.

Le gouvernement réprime la liberté d'expression de la population, et restreint le travail des défenseur-e-s des droits humains comme Şebnem. Mais cette dernière refuse de céder face à ces actes d'intimidation. Malgré l'hostilité à laquelle elle est confrontée, elle ne se décourage pas et a déclaré : « Je n'ai jamais eu pour habitude de baisser la tête face aux autorités »

Appelez les autorités turques à mettre fin au harcèlement de Şebnem Korur Fincancı.



ÉCRIVEZ AU MINISTRE DE LA JUSTICE TURC

Demandez aux autorités de cesser d'utiliser à mauvais escient la justice pénale pour harceler Şebnem Korur Fincancı, et de s'abstenir de porter de nouvelles accusations contre elle en raison de son travail de défense des droits humains.

ADRESSE :

Ministre de la Justice
Kızılay
Milli Müdafı Cd. No: 5
06420 Çankaya
Ankara, Turquie

FORMULE D'APPEL : Monsieur le Ministre,

COURRIEL : ozelkalem@adalet.gov.tr

FACEBOOK : www.facebook.com/bmyilmaztunc/

X : @yilmaztunc

INSTAGRAM : @yilmaztunc

HASHTAGS : #ŞebnemKorurFincancı, #W4R24

MONTREZ À ŞEBNEM QUE VOUS LA SOUTENEZ

Envoyez vos messages de soutien à Şebnem pour lui montrer que vous la soutenez dans son combat pour protéger les droits de la population en Turquie.

ADRESSE :

Şebnem Korur Fincancı
c/o Türk Tabipleri Birliği
GMK Bulvarı
Şht. Danış Tunalıgil Sk. No: 2/17-23
06570 Maltepe
Ankara, Turquie

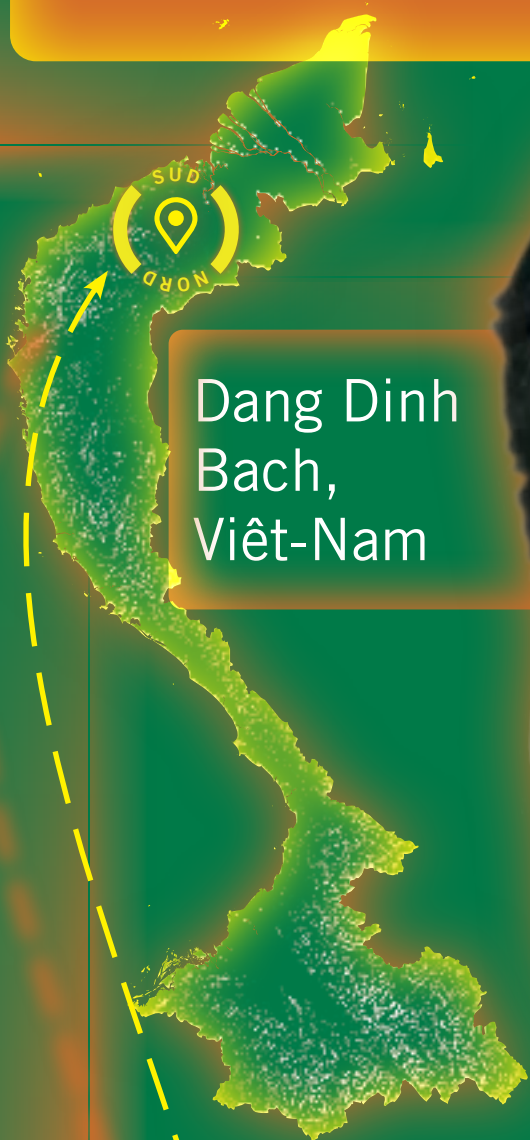
X : @SKorurFincancı

HASHTAGS : #ŞebnemKorurFincancı, #W4R24

EMPRISONNÉ POUR AVOIR PROTÉGÉ L'ENVIRONNEMENT ET LES DROITS HUMAINS

ÉCRIRE
POUR LES
DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL



Dang Dinh
Bach,
Viêt-Nam



Dang Dinh Bach, Viêt-Nam

Avocat spécialisé dans les questions environnementales, Dan Dinh Bach consacre sa vie à améliorer la santé et les conditions de vie de la population vietnamienne et à la protéger des dangers de la pollution et du changement climatique.

Son organisation, le Law and Policy of Sustainable Development Research Center (ou LPSD, littéralement « Centre de recherches sur le droit et les politiques relatifs au développement durable »), a été la première au Viêt-Nam à tenter une action en justice contre le gouvernement et des entreprises pour de graves violations en matière d'environnement et de santé publique. Elle combat notamment les utilisations illégales de pesticides et les risques accrus de cancer provoqués par la pollution industrielle.

Ce ne sont que quelques exemples du travail essentiel que réalise l'organisation. Grâce aux campagnes publiques et aux formations dispensées, elle sensibilise les communautés, les aide à comprendre leurs droits, et leur donne les moyens de faire face à de puissants intérêts économiques et politiques pour protéger leur bien-être social, économique et environnemental.

Tout a changé lorsque Bach a été arrêté le 24 juin 2021. Son fils nouveau-né n'avait alors que deux semaines. Bach a été emprisonné et le LPSD a été contraint de fermer. Il a été accusé d'« évasion fiscale » puis condamné à cinq ans de prison, à l'issue d'un procès considéré comme inéquitable par des expert-e-s des Nations unies. Le tribunal a refusé d'entendre sa défense et le procureur n'a présenté aucun élément de

preuve. La femme de Bach n'a pas été autorisée à assister aux procès « publics » de son mari.

Depuis 2021, pas moins de cinq militant-e-s luttant en faveur de l'environnement et de la justice climatique ont été accusés d'évasion fiscale, une tactique utilisée par les autorités vietnamiennes pour réduire au silence les voix de plus en plus nombreuses appelant le gouvernement à prendre ces problématiques au sérieux.

Bach devrait pouvoir poursuivre son travail de soutien auprès des communautés qui lui tiennent à cœur. Au lieu de cela, il est emprisonné et contraint d'endurer des conditions de détention déplorables. Son état de santé s'est dégradé et il a été harcelé par des membres du personnel pénitentiaire. Il n'a pas revu son jeune fils depuis son arrestation.

**Appelez le Viêt-Nam à libérer immédiatement
Dang Dinh Bach.**



ÉCRIVEZ AU PRÉSIDENT

Demandez la libération immédiate et sans condition de Dang Dinh Bach. Dans l'attente de sa libération, Bach doit être protégé contre toute forme de torture et d'autres mauvais traitements, et pouvoir bénéficier de soins médicaux adaptés.

ADRESSE :

Président du Viêt-Nam
President's Office
No. 2, Hung Vuong Street
Ba Dinh District
Hanoi 11100, Viêt-Nam

FORMULE D'APPEL : Monsieur le Président

COURRIEL : vpcc@chinhphu.vn

X : @MOFAVietNam

HASHTAGS : #FreeBach, #W4R24

AIDEZ BACH À GARDER ESPOIR

Montrez à Bach qu'il n'est pas seul en lui envoyant vos messages et dessins d'amitié et d'espoir.

ADRESSE :

Dang Dinh Bach
Prison No. 6
R684+GPV, H15 Road
Thanh Chuong District
Nghe An Province 460000
Viêt-Nam

FACEBOOK : www.facebook.com/dang.d.bach

HASHTAGS : #StandWithBach, #FreeBach, #W4R24

AMNESTY INTERNATIONAL
SECRETARIAT INTERNATIONAL

Peter Benenson House
1 Easton Street
London WC1X 0DW
Royaume-Uni

tél. : +44 20 7413 5500
courriel : contactus@amnesty.org

www.amnesty.org/fr

**ÉCRIRE
POUR LES
DROITS**

AMNESTY
INTERNATIONAL



Amnesty International est un mouvement mondial réunissant plus de 10 millions de personnes qui agissent pour que les droits fondamentaux de chacun et chacune soient respectés.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chaque personne peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux relatifs aux droits humains.

Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de tout groupement religieux.